



## Déclaration de la FSU au CTA du 19/06/2019

« Ce n'est pas ma faute »

Ce leitmotiv, répété à l'envi par un Blanquer-Valmont en mal de justifications et tentant sans cesse de rejeter les protestations contre les nombreux vices de sa politique éducative sous de fallacieux prétextes (syndicats « bobardiers », problème de compréhension des collègues etc), n'est absolument pas crédible auprès des collègues. La colère est toujours plus grande face à ce déni de réalité. Celle-ci a conduit nos organisations à prendre leurs responsabilités et à un appel inédit : la grève le premier jour de surveillance des épreuves du baccalauréat et du DNB. Nous regrettons d'avoir eu à en arriver là. Parce que nous avons le sens de l'intérêt général et du service public. Parce que nous sommes des professionnels. Parce que nous sommes aussi des parents. Et nous aurions souhaité ne pas en arriver à de telles extrémités. Le ministre en porte seul l'entière et grave responsabilité.

Au lieu de se lancer dans d'hasardeuses et nauséuses comparaisons de cette grève avec une « prise d'otage », le ministre ferait mieux de se rendre compte du sens de cet appel. Cela fait des mois et des mois que le ministre et le gouvernement n'entendent strictement rien. Salaires en berne alors que se profile la plus inégalitaire des réformes des retraites, destruction de la fonction publique et des garanties qu'elle apportait tant à ses usagers qu'à ses personnels, réforme inique du bac et des lycées... etc... C'est cette absence totale d'écoute qui nous amène à de telles mesures. Ce sont bien les mesures antisociales du gouvernement et du ministre qui sont la cause des perturbations du bac et du brevet, pas les personnels.

A ce sujet, les familles se rendent bien compte du décalage entre le discours ministériel et la réalité. Liberté de choix dit le ministre... Elle est bien loin, entre les choix de spécialités qui ne seront pas possibles pour des problèmes d'organisations, les spécialités non disponibles dans les établissements, les établissements où il est demandé aux élèves de changer leur choix ou de s'inscrire au CNED.

Quant au futur bac, la récente publication du calendrier des épreuves montrent bien à quelles difficultés seront confrontés les personnels : en évaluation permanente, bien loin de la sérénité nécessaire pour à la fois préparer une épreuve et s'adapter au rythme des élèves et de la classe. Cela sans compter bien sûr sur des programmes qui sont loin de faire l'unanimité.

Tout cela dessine, au lieu du lycée à la carte promis par le ministre, une carte des lycées bien inégalitaire et dans laquelle, faute de boussole suffisante, ce sont encore les familles des milieux populaires qui vont en payer le prix. Et ce ne sont pas les récents nouveaux déboires de parcoursup qui vont rassurer les familles, tout comme la diminution du nombre d'adultes dans les établissements pour enseigner, éduquer, accompagner, écouter, encadrer est là encore un mauvais coup.

Pour la voie professionnelle, nous ne cessons d'alerter sur les effets désastreux que la réforme aura sur les enseignants (charge de travail, perte de sens du métier...) et sur les élèves (formation au rabais, matières survolées, enseignements généraux au service de

l'enseignement professionnel...).

En matière de méthodes et orientations brutales et rétrogrades, le premier degré n'est pas épargné. Les recommandations ministérielles ont plus que des allures d'injonction, les petits guides se succèdent, la responsabilité pédagogique enfermée dans un carcan. Contester n'est pas permis, réfléchir est fortement déconseillé car pouvant nuire à la bonne exécution des consignes. En parlant d'exécution, celle qui a frappé le CNESCO suffit à comprendre qu'interroger la pertinence de la politique éducative du ministre est dangereux. Pour une grande majorité des personnels, rarement le niveau de défiance n'aura été aussi élevé. Quant au ras le bol et à l'épuisement, ils touchent les services, notamment les directions des ressources humaines, qui subissent de plein fouet l'irresponsabilité du ministère notamment en matière de mouvement du personnel mais aussi pour l'ensemble des opérations de carrière qui prennent un retard record. Une réussite sur toute la ligne, un sans-faute !

Concernant les rémunérations, cela fait depuis 2010 que la valeur du point d'indice est gelée (sauf exception en 2016). Le ministre là encore ne comprend rien : il prétend y répondre en développant les heures supplémentaires, dont on sait au passage qu'une HSA est moins rémunérée qu'une heure de service, et encore moins la deuxième, qu'une partie des collègues ne peuvent en toucher. Le ministre ne comprend tout simplement pas que les collègues ne veulent pas « travailler plus pour gagner plus », mais simplement vivre correctement en fonction de leur temps de travail. Il prétend aussi y répondre en développant un observatoire des rémunérations... dont la principale fonction semble être de réinventer l'eau chaude puisque les constats sont connus.

La réforme de la fonction publique a été dénoncée par l'ensemble des organisations syndicales. Cette réforme rompt avec tout ce qui constitue le socle de la fonction publique à la française : un statut qui protège les fonctionnaires de toute pression et les citoyens de tout arbitraire et au bénéfice de tous. On cherche en vain en quoi réduire les droits des fonctionnaires va améliorer le service public. On cherche en vain en quoi recruter plus de contractuels non formés est un progrès. On cherche en vain en quoi le développement d'un management local est la garantie d'équité. On cherche en vain en quoi introduire une nouvelle sanction de suspension de 3 jours sans passer par les CAP va entraîner un regain de « confiance » et de motivation.

Au sujet des contractuels, le gouvernement a annoncé accepter que le projet de loi puisse prévoir l'instauration d'une prime de précarité pour les contrats (très) courts. Mais les premières expressions publiques témoignent que la majorité des CDD ne pourraient semble-t-il pas en bénéficier. La FSU sera très vigilante, informera les personnels au-delà des effets d'annonce et critiquera toute logique qui viserait à accroître le recours à la précarité au prétexte d'un meilleur accompagnement financier de celle-ci.

Nous ne croyons pas que le retour à la féodalité soit un gage de progrès, nous ne croyons pas que le recrutement local dans une gigantesque foire aux personnels soit le gage d'un service public d'éducation de qualité.

Madame la Rectrice, le paritarisme, c'est la concrétisation de la démocratie sociale au sein de l'État, dans une République qui de par sa constitution se veut sociale. Et on n'attaque pas impunément la démocratie sociale sans conséquence pour la démocratie elle-même, sans conséquence pour la population.

Alors nous espérons que nous pourrions poursuivre notre travail commun. Car si d'aventure, le gouvernement persistait dans ces projets, alors nous serions les uns et les autres contraints à l'opposition systématique et au conflit social permanent. Ce n'est pas votre intérêt, ce n'est pas notre souhait, et ce n'est pas ce dont ont besoin nos élèves.

C'est hélas ce que le ministre de l'éducation ne semble pas comprendre, enfermé dans son château technocratique.